

FOYER D'ACCUEIL DES LILAS À LORMONT

Les « oubliés du Ségur » résistent

À l'instar des autres structures d'accueil de personnes handicapées, le foyer d'accueil médicalisé des Lilas à Lormont peine à recruter

Isabelle Castéra
i.castera@sudouest.fr

Manque d'effectif, désintérêt pour ces professions, turn-over incessant, postes vacants trop longtemps, salaires « de misère », manque de reconnaissance... Les professions du médico-social sont dans la panade. Tandis que les revendications se multiplient, dans les foyers d'accueil médicalisés (FAM), on tient le coup. Pas d'autre choix.

Il fait beau en cet après-midi de printemps, au FAM des Lilas, à Lormont, tout le monde est dehors, la plupart sur des fauteuils roulants, moment idéal pour prendre le soleil, gratter la terre. Karine Vachier, la directrice, et Quitterie Ameye, la cheffe de service, ont le sourire. « Les difficultés de recrutement, les problèmes de fidélisation, on fait avec depuis longtemps. En plus, on est en concurrence directe avec l'hôpital public, les cliniques privées et... les agences d'interimaires. Alors il faut pas flancher. Nos résidents comptent sur nous. »

Esprit de famille

D'ailleurs, aujourd'hui, on fait des bulles dans le jardin, et les résidents rêvent en regardant ces libellules jouer dans la lumière. Jacqueline, qui ne sort jamais sans son rouge à lèvres, veut prendre la parole. Elle est résidente en fauteuil depuis quatorze ans ici. « J'ai partici-



Au foyer d'accueil médicalisé des Lilas à Lormont, beaucoup de salariés, comme Gigi ou Emmanuelle, indispensables, sont des « Oubliés du Ségur ». FABIEN COTTEAU / K SUD OUEST

pé à toutes les manifs pour les « Oubliés du Ségur ». C'est pas bien que tous ceux qui travaillent avec nous n'aient pas eu l'argent, comme les autres. Gigi par exemple, tout le monde l'adore... »

Gigi se tient en face, dans son uniforme d'agent de service intérieur, et elle n'en mène pas large. Émue aux larmes de cet hommage spontané : « Je travaille aux Lilas depuis bientôt dix ans et je touche 1 297 euros nets par mois

de salaire. Pas de prime Ségur pour moi, parce que je ne suis pas considérée comme tra-

« Je n'ai pas de prime, alors que des collègues y ont eu droit. Je suis aussi essentielle »

vaillant avec les patients. Je suis lingère, mais en vérité mon rôle est bien plus vaste,

sinon on n'y arriverait pas. » Les autres approuvent.

Gigi, pour Ghislaine, s'occupe de laver les serviettes, les bavoirs, les vêtements des uns et des autres, les tabliers, les uniformes. Et en plus, elle file des coups de main dès qu'on a besoin d'elle. « En cas de coup dur, on peut compter sur moi. » Depuis les chambres, elle est interpellée par les résidents : « Gigi, j'ai perdu une chaussette, tu peux m'aider à la retrouver », « Gigi, mon pull



leurs petites habitudes, leurs besoins essentiels, leurs craintes et je sais y répondre. »

Idem pour Emmanuelle, agent de restauration, 1 490 euros nets par mois et privée de Ségur. Elle ne se contente pas de préparer les repas, elle vit avec les résidents. « Les repas sont pour eux un moment crucial, important de plaisir. Ils l'attendent. Alors dès qu'il y en a un qui me croise dehors ou dans un couloir, il faut que j'énonce le menu et que je défende », reconnaît-elle. « Je ne me contente pas de la fonction pour laquelle je suis payée, moi aussi, je sais que je fais partie d'une équipe soudée. Et le contact avec les résidents est permanent, indispensable pour qu'ils se sentent chez eux. »

Voilà Christophe qui sort de son atelier, son téléphone en mode Talkie-walkie dans la poche de son pantalon. « Sans lui, rien ne serait possible, ose Karine, la directrice. Il est notre McGiver, notre Michel Morin et sauve toutes les situations. Pareil, tous les résidents le connaissent, il est là en permanence, et se fait solliciter non seulement par nous, mais par eux. » Pas bavard, il admet courir d'une réparation à une autre. Électricité, plomberie rien ne lui résiste. Il entre dans la chambre des résidents en cas de besoin, leur parle s'il le faut, les aide si besoin. Pas de prime Ségur.

Face à la crise du secteur, les syndicats, tous réunis, réclament que ceux qui ont été privés de prime y aient accès : 183 euros par mois pour Gigi, Emmanuelle, Christophe. « Franchement, ça mettrait du beurre dans les épinards », admet Gigi. Les syndicats réclament aussi une augmentation de 400 euros nets par mois, soit une indexation des salaires sur l'inflation, une convention collective commune de haut niveau et des congés supplémentaires pour tous.

bleu, tu veux bien le laver ? » Elle fait partie de l'équipe « soignante » des Lilas où on se serre les coudes, et où, pour pallier le manque de personnel, on maintient un esprit de famille plus que d'équipe d'ailleurs.

Syndicats mobilisés

« Je ne comprends pas de ne pas être considérée comme les autres, au même titre, déplore Gigi. Je n'ai pas de prime, alors que des collègues y ont eu droit. Et pourtant, de fait, je suis aussi essentielle. Je connais tous les résidents,